

## [Text]

may be tempted to deliberately increase once again the unemployment levels in this country in order to address the outcome of their ill-conceived program. The government may once again consider wage controls, leading to further draconian interference in the collective bargaining process and even greater bureaucracy than will be needed to administer the goods and services tax itself.

In any event, we are sure to see the government bemoan the lack of cooperation and responsiveness from organized labour in this country in response to the goods and services tax. But the government is deluding itself if it thinks it can rely on some implicit social contract that conservative elements have succeeded in destroying in the past ten years. Without fundamental agreement between labour, business and government on a fair distribution of wealth within the private sector and from the private to the public sector, it is not likely that technical, econometric measures will have much influence on improving the quality of life for the majority in this country. This should not be construed as a threat, gentlemen—it is a fact.

If one looks at the European countries that have implemented a value-added tax that has worked successfully, that kind of social contract still exists. On the other side of the coin, one only has to look to England, where Margaret Thatcher and the Conservatives have joined with business to break any kind of social contract with labour, to see high inflation, high unemployment, declining productivity and competitive position, not to mention social injustice verging on chaos. We do not think it is too extreme to say that many recent events and trends in Canada indicate that we are approaching the same kind of situation.

Labour single-handedly cannot maintain the social contract, nor can we ensure "the good of the country", as Michael Wilson expects by unilateral sacrifice. In short, social, political, and material stability depend on some fundamental cooperation between the social partners in the economy.

We are not here just to talk about the negative impact of the GST on the collective bargaining process. We also want to propose some alternatives to the GST for your consideration.

As we said at the outset, the GST is not only a bad tax, it is an unnecessary tax. This is not the only way to reduce the deficit and it is not the only way to replace the revenue generated by the manufacturer's sales tax. This new tax is nothing more than a way to redistribute income to the business sector and to the well-to-do, shifting the tax burden to lower and middle-income earners. Nevertheless, Mr. Wilson answers all of his critics with the same question: What is the alternative?

We agree that the existing manufacturers' sales tax is unfair and damaging to the economy and that it should be abolished. We must point out, though, that its negative consequences have been grossly overstated by GST supporters in recent months and are due in large part to the government's own decision to dramatically increase the MST rate from 9 per cent to 13.5 per cent. Nevertheless, it should be gradually replaced

## [Traduction]

pourrait être tenté d'augmenter délibérément une fois encore le niveau du chômage afin de régler les résultats de ce programme mal conçu. Le gouvernement pourrait encore envisager un contrôle des salaires, ce qui constituera une ingérence draconienne dans le processus de négociation collective et un renforcement de la bureaucratie pour administrer la taxe elle-même.

De toute façon, nous sommes sûrs que le gouvernement va se plaindre de l'absence de collaboration et de sympathie de la part des syndicats en réaction à la taxe sur les produits et services. Mais le gouvernement se leurre s'il pense qu'il peut compter sur le contrat social implicite que les éléments conservateurs ont réussi à détruire depuis dix ans. Sans entente fondamentale entre les syndicats, le milieu des affaires et le gouvernement sur une juste répartition de la richesse à l'intérieur du secteur privé et du secteur public et du secteur public, il est guère probable que les mesures techniques et économétriques auront une influence quelconque sur l'amélioration de la qualité de la vie de la majorité des gens du pays. Cela ne devrait pas être interprété comme une menace, messieurs, puisqu'il s'agit d'un fait.

Si l'on regarde les pays européens qui ont une taxe à la valeur ajoutée qui a connu un certain succès, ce genre de contrat social existe toujours. L'autre côté de la médaille, c'est la Grande-Bretagne, où Margaret Thatcher et les Conservateurs se sont joints au milieu des affaires pour briser tout genre de contrat social avec les syndicats et où l'on voit des niveaux d'inflation et de chômage élevés, un déclin de la productivité et de la position concurrentielle, sans parler de l'injustice sociale qui les mène au bord du chaos. Nous ne pensons pas qu'il soit excessif de dire que de nombreux événements et tendances récents au Canada indiquent que nous allons vers le même genre de situation.

Les syndicats à eux seuls ne peuvent maintenir le contrat social et nous ne pouvons pas non plus assurer «le bien du pays» comme Michael Wilson l'espère par notre sacrifice unilatéral. En bref, la stabilité sociale, politique et matérielle dépend d'une collaboration fondamentale entre les partenaires sociaux.

Nous ne sommes pas ici pour parler simplement de l'impact négatif de la TPS sur le processus de négociation collective. Nous voulons également proposer d'autres solutions.

Comme nous l'avons dit au début, la TPS n'est pas seulement une mauvaise taxe, elle est également inutile. Ce n'est pas la seule façon de réduire le déficit et ce n'est pas la seule façon de remplacer le revenu créé par la taxe sur les ventes des fabricants. Cette nouvelle taxe n'est rien d'autre qu'un moyen de répartir les revenus du secteur privé et des riches et de faire passer le fardeau fiscal sur les Canadiens à revenus faible et moyen. Néanmoins, M. Wilson répond à toutes ses critiques par la même question: quelle est l'autre solution?

Nous convenons que la taxe sur les ventes des fabricants est injuste et nuit à l'économie et qu'elle devrait être abolie. Mais nous devons souligner que ses conséquences négatives ont été largement exagérées par les partisans de la TPS au cours des derniers mois et sont dues en grande partie à la décision du gouvernement d'augmenter radicalement cette taxe de 9 à 13,5 p. 100. Néanmoins, elle devrait être progressivement rempla-